ARCOP
AUTORITE DE RÉGULATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Hebdomadaire de la Commande Publique

Hebdomadaire de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique du Niger
N°551 du 19 au 25 octobre 2026

APPELS À CONCURRENCE

- INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL DE MADAOUA II
- INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL DE D'ILLELA
- UNIVERSITE ANDRE SALIFOU DE ZINDER
- AUTORITE DE REGULATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE
- VILLE DE MARADI

AVIS D'ATTRIBUTION DEFINITIVE

- OFFICE DES PRODUITS VIVRIERS DU NIGER

PLANS PRÉVISIONNELS

- DIRECTION REGIONALE DE L'ELEVAGE D 'AGADEZ
- MAISON D'ARRET DE MARADI
- INSPECTION DE L' ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL TAHOUA 3
- COMMUNE URBAINE GOURE
- DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONALS DE TAHOUA
- INSPECTION COMMUNALE DE L' ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DE SIMIRI
- INSPECTION COMMUNALE DE L' ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DE OUALLAM
- INSPECTION COMMUNALE DE L'ENSEIGNEMENT SECON DAIRE GENERAL DE OUALLAM 1
- INSPECTION COMMUNALE DE L' ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DE TONDIKIWINDI
- IMSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL DE OUALLAM 2
- INSPECTION COMMUNALE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DE BANIBANGOU



DÉCISIONS DU CRD

Le COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS



Sommaire

- APPELS A CONCURRENCE.....Pages 03-09
- AVIS D'ATTRIBUTION DEFINITIVE.....Pages 10-13
- PLANS PRÉVISIONNELS.....Pages 14-23
- DECISIONS DU CRD.....Pages 20-31

Hebdomadaire de la Commande Publique

Hebdomadaire de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique du Niger
N° 551 du 19 au 25 Octobre 2026

BP: 725 - Niamey - Niger
Tél: (00227) 20 72 35 00
Email: infos@arcop.ne
Site web : www.arcop.ne

Directeur de Publication
M. Maiga Mahamadou Ali

Directeur de la Rédaction
M. Idi Abdourahamane

Comité de Rédaction
M. Maïna Kartey Boukar
Dr. Saïbou Harouna
Dr. Abdoulaye Gambo Hassane
M. Dan Dano Idriss
M. Elhadji Magagi Ibrahim
M.Ousmane Diaouga Boubacar
Mme Salao Adamou Oumou Kaltoum

Conception & Impression

Imprimerie KAOCEN

IMPRIMERIE KAOCEN
TEL: +227 90.56.34.34

Tirage :
100 exemplaires
Abonnement/Distribution
ARCOP : Tél: 20 72 35 00

ARCOP
AUTORITE DE REGULATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

REGION DE TAHOUA

INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL DE MADAOUA II

1. Le présent Avis d'appel à candidature s'inscrit dans l'exécution du Plan Prévisionnel annuel de passation des Marchés suivant la lettre N°000305/MEF/DGCMP/OB/DCOB/DASPPM du 11/03/2026 et publié dans le journal Hebdomadaire de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique du Niger N°549 du 05 au 11 Octobre 2026.

2. L'Inspection de l'Enseignement Secondaire Général (IESG) de Madaoua II sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'Entretien des Rationnaires aux Cantines Scolaires.

3. La passation du Marché sera conduite par Demande de Renseignements et de Prix telle que spécifiée à l'article 51 du code des marchés publics et des délégations de service public, et ouvert à tous les candidats éligibles.

4. Le délai de livraison est de soixante (60) jours.

5. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier de Demande de Renseignements et de Prix complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) FCFA auprès de l'Inspecteur.

6. Les offres doivent être soumises au bureau de l'Inspecteur de l'Enseignement Secondaire Général (IESG) de Madaoua II au plus tard le 29/10/2026 à 9h00. Les offres déposées après la date et l'heure limite fixées pour la remise des offres ne seront pas acceptées.

7. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de validité des offres est de 60 jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 9.1 des DPDRP

8. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le 02/11/2026 à 10 h 00 dans la salle de réunion de ladite Inspection.

Par décision motivée, l'Administration se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent dossier de DRP.

L'Inspecteur IESG/Madaoua

REGION DE TAHOUA
DEPARTEMENT D'ILLELA
INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL D'ILLELA

Avis d'Appel d'Offres Ouvert National N°001/2026/IESG/ILLELA Relatif à la fourniture de produits alimentaires aux cantines scolaires

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'approbation du plan prévisionnel annuel de passation des marchés publics suivant la lettre N°000901/MEF/DGCMP/OB/DCOB/DASPPM du 29/09/2026 et paru dans le journal Hebdomadaire de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique du Niger N°550 du 05 au 18 Octobre 2026.

2. l'Inspection de l'Enseignement Secondaire Général d'Illéla dispose des fonds du Budget National sollicite, afin de financer la fourniture de produits alimentaires aux cantines scolaires et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché N°001/2026/IESG/ILLELA.

3. Le délai de livraison est d'un (01) mois.

4. l'Inspection de l'Enseignement Secondaire Général d'Illéla sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la livraison des fournitures de produits alimentaires aux cantines scolaires.

5. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics aux articles 29 et 30 du code des marchés publics et des délégations de service public, et ouvert à tous les candidats éligibles

6. Les candidats intéressés peuvent se renseigner auprès de l'Inspection de l'Enseignement Secondaire Général d'Illéla les jours du lundi au vendredi de 9h à 16h.

7. Les exigences en matière de qualifications voir les DPAO pour les informations détaillées.

8. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) FCFA au bureau de l'Inspecteur de l'Enseignement Secondaire Général d'Illéla des jours du lundi au vendredi de 9h à 16h. Le Dossier d'Appel d'offres sera adressé par l'Inspection de l'Enseignement Secondaire Général d'Illéla.

9. Les offres Les offres devront être soumises au bureau de l'Inspecteur de l'Enseignement Secondaire Général d'Illéla au plus tard le 18/11/2026 à 9 h00. Les offres déposées après la date et l'heure limites fixées pour la remise des offres ne seront pas acceptées
10. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant d'un million sept cent mille (1 700 000) FCFA.

11. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 18.1 des IC et aux DPAO.

12. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le 18/11/2026 à 09 heures dans la salle de réunion de ladite Inspection d'Illéla.

REGION DE TAHOUA
DEPARTEMENT D'ILLELA
INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL D'ILLELA

Avis d'Appel d'Offres Ouvert National N°001/2026/IESG/ILLELA Relatif à la fourniture de produits alimentaires aux cantines scolaires

Par décision motivée, l'Administration se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie de la présente Appel d'Offres.

L'Inspecteur

APPELS À CONCURRENCE

UNIVERSITE ANDRE SALIFOU DE ZINDER

AVIS D'APPEL D'OFFRES
AOON N° 001/2026/UAS pour les travaux de construction d'un bloc administratif (R+1) et d'une salle de travaux pratiques

1. Le présent avis d'appel d'offres s'inscrit dans le cadre de l'exécution du Plan Prévisionnel de Passation des Marchés 2026 (additif n°1) approuvé par lettre N°000845/MEF/DGCM-P/OB/DCOB/DASPPM du 14 septembre 2026 paru dans le journal N° 548 de l'ARCOP du 28 au 04 Octobre 2026.

2. L'Université André Salifou de Zinder (UAS) sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour les travaux de construction d'un bloc administratif (R+1) et d'une salle de travaux pratiques en deux (02) lots répartis comme suit :
- Lot n°1 : Construction d'un bloc administratif (R+1)
- Lot n°2 : Construction d'une salle de travaux pratiques

NB : Le soumissionnaire peut soumissionner au deux (2) lots et être aussi attributaire de deux (2) lots, dans ce cas, le soumissionnaire est tenu de satisfaire aux critères de qualification exigés par le dossier par lot.

3. La passation du marché sera conduite par Appel d'Offres Ouvert tel que spécifié aux articles 29 à 40 du code des marchés publics et des délégations de service public, et ouvert à tous les candidats éligibles.

4. Le délai d'exécution est de quatre (04) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

5. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'Offres complet ou le retirer à titre onéreux contre payement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) FCFA en espèce à l'adresse mentionnée ci-après : Service Central Intérieur et des Affaires Générales (SCIAG) de l'UAS, BP: 656 Tél.: (227) 20 51 09 20.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : Rectorat bureau d'ordre au plus tard le 18/11/2026 à 10 heures 00 mn. Les offres déposées après la date et l'heure limites fixées pour la remise des offres ne seront pas acceptées.

7. Les offres doivent être accompagnées d'une garantie de soumission par lot, en version originale d'un montant de trois millions (3 000 000) FCFA pour le lot n°1 et un million (1 000 000) FCFA pour le lot n°2.

8. Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifiées au point 19.1 des IC et aux DPAO.

9. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le 18/11/2026 à 10 heures 30 mn dans la salle de réunion du Rectorat.

10. Par décision motivée, l'Université se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent avis d'Appel d'Offres.

LE SECRETAIRE GENERAL

Dr. MAMAN Sillimana

AUTORITE DE REGULATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Avis d'Appel à Candidature n°02/DRP/ARCOP/2026

1. Le présent Avis d'appel à candidature s'inscrit dans le cadre de l'exécution du Plan Prévisionnel de Passation des Marchés annuel 2026 paru sur le site de l'ARCOP le 31 décembre 2025, publié dans le Sahel Dimanche du 02 janvier 2026, saisi et approuvé dans le SIGMAP le 26/12/2025 et de son additif n°02 saisi et approuvé au SIGMAP le 18 février 2026 et paru dans le numéro 532 du 22 au 28 février 2026 de l'Hebdomadaire de la Commande Publique (HCOP).

2. L'Autorité de Régulation de la Commande Publique sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la livraison de lait en poudre en boîtes.

3. La passation du Marché sera conduite par Demande de Renseignements et de Prix telle que spécifiée à l'article 51 du code des marchés publics et des délégations de service public et ouvert à tous les candidats éligibles.

4. Le délai de livraison du marché est de quinze (15) jours calendaires.

5. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier de Demande de Renseignements et de Prix complet les jours ouvrés du **lundi au jeudi, de 9 heures à 17 heures et le vendredi de 9 heures à 12 heures 30 mn (heures locales) à l'adresse suivante : Service Passation des Marchés de l'ARCOP, Bâtiment A, Bureau porte A05, 394 Rue du Plateau PI 18 BP : 725 Niamey-Niger** ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50.000) Francs CFA à l'adresse mentionnée ci-après : **Service Finances et Comptabilité de l'ARCOP, Bâtiment A, porte A06, 394 Rue du plateau PL18, BP : 725 Niamey – Niger.**

6. Les offres rédigées en français et accompagnées des documents indiqués au Données Particulières de la Demande de Renseignements et de Prix doivent être déposées sous pli fermé à l'adresse ci-après : **Bureau d'Ordre de l'ARCOP, Bâtiment A, porte A01, 394 Rue du plateau PL18, BP : 725 Niamey – Niger, Tel : 00 227 20 72 35 00, Fax : 00 227 20 72 52 24 ; au plus tard le 30 octobre 2026 à 10 heures (heure locale).**

Les offres déposées après la date et l'heure limites fixées pour la remise des offres ne seront pas acceptées.

7. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de validité de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis comme spécifié au point 11.1 des DPDRP.

8. Les plis seront ouverts en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui souhaitent assister, **le 30 octobre 2026 à 10 heures 15 minutes (heure locale) à l'adresse suivante : Salle de réunion A02, Bâtiment A, ARCOP Siège, Rue du plateau PL18, BP : 725 Niamey – Niger, Tel : 00 227 20 72 35 00, Fax : 00 227 20 72 52 24.**

9. Par décision motivée, l'ARCOP se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie de la présente Demande de Renseignements et de Prix.

Le Directeur Général

MAIGA MAHAMADOU ALI

APPELS À CONCURRENCE

AUTORITE DE REGULATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Avis d'Appel à Candidature n°03/DRP/ARCOP/2026

1. Le présent Avis d'appel à candidature s'inscrit dans le cadre de l'exécution du Plan Prévisionnel de Passation des Marchés annuel 2026 paru sur le site de l'ARCOP le 31 décembre 2025, publié dans le Sahel Dimanche du 02 janvier 2026, saisi et approuvé dans le SIGMAP le 26/12/2025 et de son additif n°03 saisi et approuvé au SIGMAP le 14 septembre 2026 et paru dans le numéro 547 du 21 au 27 septembre 2026 de l'Hebdomadaire de la Commande Publique (HCOP).

2. L'Autorité de Régulation de la Commande Publique sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la livraison de matériels informatiques.

3. La passation du Marché sera conduite par Demande de Renseignements et de Prix telle que spécifiée à l'article 51 du code des marchés publics et des délégations de service public et ouvert à tous les candidats éligibles.

4. Le délai de livraison du marché est d'un (1) mois.

5. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier de Demande de Renseignements et de Prix complet les jours ouvrés du **lundi au jeudi, de 9 heures à 17 heures et le vendredi de 9 heures à 12 heures 30 mn (heures locales) à l'adresse suivante : Cellule Passation et Gestion de la Commande Publique de l'ARCOP, Bâtiment A, Bureau porte A05, 394 Rue du Plateau PI 18 BP : 725 Niamey-Niger** ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50.000) Francs CFA** à l'adresse mentionnée ci-après : Service Finances et Comptabilité de **l'ARCOP, Bâtiment A, porte A06, 394 Rue du plateau PL18, BP : 725 Niamey – Niger.**

6. Les offres rédigées en français et accompagnées des documents indiqués au Données Particulières de la Demande de Renseignements et de Prix doivent être déposées sous pli fermé à l'adresse ci-après : Bureau d'Ordre de **l'ARCOP, Bâtiment A, porte A01, 394 Rue du plateau PL18, BP : 725 Niamey – Niger, Tel : 00 227 20 72 35 00, Fax : 00 227 20 72 52 24 ; au plus tard le 30 octobre 2026 à 11 heures 30 mn (heure locale).**

Les offres déposées après la date et l'heure limites fixées pour la remise des offres ne seront pas acceptées.

7. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de validité de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis comme spécifié au point 11.1 des DPDRP.

8. Les plis seront ouverts en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui souhaitent assister, le 30 octobre 2026 à 11 heures 45 minutes (heure locale) à l'adresse suivante : Salle de réunion A02, Bâtiment A, **ARCOP Siège, Rue du plateau PL18, BP : 725 Niamey – Niger, Tel : 00 227 20 72 35 00, Fax : 00 227 20 72 52 24.**

9. Par décision motivée, l'ARCOP se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie de la présente Demande de Renseignements et de Prix.

Le Directeur Général

MAIGA MAHAMADOU ALI

APPELS À CONCURRENCE

REGION DE MARADI
VILLE DE MARADI

Avis d'Appel d'Offres Ouvert n°03/2026/VM/DST

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés publics 2025 de la Ville de Maradi paru dans le journal ARCOP N°533 du 24 février 2026.

2. La ville de Maradi a obtenu l'accord de l'Administrateur Délégué pour utiliser les fonds de la commune, afin d'effectuer des paiements au titre du Marché N°03/2026/VM/DST pour les travaux d'éclairage public : Lampadaires solaires dans la ville de Maradi.

3. La Ville de Maradi sollicite des offres fermées de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux : d'éclairage public : Lampadaires solaires dans la ville de Maradi (en lot unique).

4. La passation du Marché sera conduite par appel d'offres ouvert tel que défini dans le nouveau Code des Marchés publics et des délégations de service public aux articles 29 à 40, et ouvert à tous les candidats éligibles.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Secrétariat Général du conseil de ville de Maradi ou prendre connaissance des documents de l'Appel d'offres du lundi au jeudi de 8 h à 17 h et le vendredi de 8 h à 13h.

6. Les exigences en matière de qualifications sont : Voir le DPAO pour les informations détaillées.

7. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de Deux Cent Mille francs CFA (200 000 en FCFA) à l'adresse mentionnée ci-après : Bureau d'ordre du secrétariat Général de la Ville de Maradi. La méthode de paiement sera en numéraires suivant la procédure en vigueur au niveau des services financiers de la Ville. Le Dossier d'Appel d'offres sera adressé par un dépôt physique.

8. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : Secrétariat de la Ville de Maradi au plus tard le 18/11/2026 à 10 heures au Bureau d'ordre. Les offres déposées après la date et l'heure limites fixées pour la remise des offres ne seront pas acceptées.

9. Les offres doivent être accompagnées une garantie de soumission, d'un montant de 2% du montant TTC de l'offre.

10. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des IC et au DPAO.

11. Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui souhaitent y assister à l'ouverture des plis le 18/11/2026 à 10 heures 30 mn dans la salle des réunions de la Ville de Maradi.
Par décision motivée, l'Administration se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent avis d'appel d'offres.

LE SECRETAIRE GENERAL

FODI ASSOUMANE

Structure : Office des Produits Vivriers du Niger
Exercie Budgétaire : 2026
Source de financement : Budget OPVN
Mode de passation : Appel d'Offres Restreint (AOR)
Référence du marché : N°001/2026/OPVN/RAS
Objet du marché : Fourniture de 34 285 tonnes de céréales.

Dérogations:
- N°000743/MEF/DGCMP/OB/DCMP du 11 Août 2026 ;
- N°000751/MEF/DGCMP/OB/DCMP du 14 Août 2026 ;

Date de notification aux soumissionnaires : 15 Septembre 2026

N° plis	Soumissionnaires	N° du lot	Localités de Livraison	Produits	Quantité (en tonnes)	Valeurs soumissions en F CFA HT/HD	Délai de Livraison demandé	Classement
18	ETS MAHAMAN SANOU LAOUALI,- TEL:96 97 02 30, NIF: 1947/R	1	MADAOUA	MIL	500	174 000 000	15	1ER
8	ENTREPRISE ASSAID BUSINESS INTERNATIONAL, TEL: 96 90 63 633, NIF: 44961/S	2	MAGARIA	MIL	1 000	345 000 000	15	UNIQUE
12	ALYAK TRADING, TEL:90 51 22 22, NIF; 116307/R	3	TANOUT	MIL	500	174 500 000	15	UNIQUE
2	ENTREPRISE ABDAL TRADING, TEL:96 51 89 97,NIF; 12 17 99/R	4	TAHOUA	SORGHO	500	175 000 000	15	1ER
11	NIRESS TEL:90 97 97 98/98 62 00 00	5	KONNI	SORGHO	500	173 000 000	15	1ER

AVIS D'ATTRIBUTION DEFINITIVE

N° plis	Soumissionnaires	N° du lot	Localités de Livraison	Produits	Quantité (en tonnes)	Valeurs soumissions en F CFA HT/HD	Délai de Livraison demandé	Classement
9	ETS MAHDI CEREALES, TEL: TEL: 98 65 55 70, NIF: 80643	6	BAKIN BIRGI	MIL	1 000	347 500 000	15	UNIQUE
20	ETS MAMANE ASSOUMANE, TEL: 96 52 85 41, NIF: 9441/R	10	KONI	MIL	1 000	794 037 500	14	UNIQUE
				MAIS	1 000			
				SORGHO	285			
5	ETS ELH TERA SAIHIBOU, TEL: 70 21 53 03	11	MARADI	MIL	4 000	2 776 000 00	14	UNIQUE
				MAIS	3 000			
				SORGHO	1 000			
4	ETS BINE COM, TEL: 91 20 81 81/98 22 58 65, NIF: 43375/R	12	ZINDER	MIL	1 000	347 500 000	14	1ER
6	GENERAL AGRO BUSINESS (GAB),- TEL:96 55 05 15, NIF; 68764/R	13	NAIMEY	MIL	1 000	347 500 000	14	1ER
				MAIS	1 000			
7	ETS A6 CERECO, TEL: 96 98 95 94 NIF; 67492/R	14	TILLABERI	MAIS	1 000	348 000 000	15	UNIQUE
3	SCOOPS GPCB TEL: 226 70 20 77 30/78 20 77 30 IFU:00177063V	15	TERA	MAIS	1 000	349 000 000	15	UNIQUE
14	ENTREPRISE INOUSSA SADI TEL: 96 87 09 75, NIF: 17948/R	16	BAKIN BIRGI	MIL	1 000	347 500 000	15	1ER
19	ETS MAKADI ATTANI, TEL: 96 44 55 58, NIF;19812/S	17	ZINDER	MIL	2 000	1 561 500 000	15	UNIQUE
				MAIS	1 500			
				SORGHO	1 000			

N° plis	Soumissionnaires	N° du lot	Localités de Livraison	Produits	Quantité (en tonnes)	Valeurs soumissions en F CFA HT/HD	Délai de Livraison demandé	Classement
21	AGO DEVELOPMENT, TEL: 99 00 66 00, NIF: 139427/R	18	TCHADOUA	MIL	1 000	348 000 000	15	1ER
1	ETS SALIM OUSMANE ET FRERE SARL (SOFI), TEL:82 10 00 00/76 40 00 00, NIF: 48452/R	19	TESSAOUA	MIL	1 000	348 000 000	15	1ER
17	ETS IBS, TEL: 91 48 48 48 NIF; 29559/R	21	NAIMEY	MIL	1 000	350 000 000	14	1ER
22	INNOVATION CONTRUCTION SOLUTION, TEL; 86 35 89 34/96 05 16 61, NIF: 78312	22	BALLEYARA	MAIS	500	174 000 000	15	UNIQUE
10	ASSAID ALMAHDI, TEL:90 51 22 22, NIF: 7276/S	23	AGADEZ	MIL	1 000	350 000 000	15	1ER
TOTAL GENERAL					**30 285**	**10 529 537 500**		

L'attribution du marché suivant l'Appel d'Offres Restreint **N°001/2026/OPVN/RAS** pour la fourniture de 34 285 tonnes de céréales, s'élèvent à:

30 285 tonnes de céréales pour une valeur totale de DIX MILLIARDS CINQ CENT VINGT NEUF MILLIONS CINQ CENT TRENTE SEPT MILLE CINQ

(10 529 537 500) Francs CFA HT/HD.

Il est à noter qu'à l'issue de cette procédure, **Cinq (05) lots sont déclarés Infructueux.**
Il s'agit de lots **7,8,20,24,et 25 soit un total de 4 000 tonnes de céréales** qui doivent faire l'objet d'une nouvelle prise en charge conformément aux textes en vigueur.

Le Directeur Général

Colonel Ali, Mahamane

Dan Maiwaina Amadou

DIRECTION REGIONALE D' ELEVAGE D' AGADEZ

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN INITIAL

DONNEES SUR LA

Réf. No.	Objet du marché	PRM	GENERALITES		DOSSIERS
			Mode de passation du marché (3)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP ou au
1	Travaux de construction et/ou réhabilitation et acquisition des équipement dans le cadre site de la Cure Salée 2026	Directeur Régional	AOO		20/07/2026
2	Travaux de construction d'un Magsin de 500 Tonnes chacun pour le stockage d'aliments pour bétail à la DREL/AZ (Stock Tampon)	Directeur Régional	DRP		12/08/2026
3	Travaux de réhabilitation/Construction des bureaux et mur de clôture du Service Communal de l'Elevage de Tabélot	Directeur Régional	DC		-
4	Travaux de Clôture de la Direction Départementale de l'Elevage d'Aderbissinat	Directeur Régional	DC		-

DIRECTION REGIONALE D' ELEVAGE D' AGADEZ

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS Additif PPM N° 001/2026/DREL/AZ

DONNEES SUR LA

Réf. No.	Objet du marché	PRM	GENERALITES		DOSSIERS
			Mode de passation du marché (3)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP ou au
1	SUPPRESSIN de 'activité n°1 du PPM initial Travaux de construction et/ou réhabilitation et acquisition des équipement dans le cadre site de la Cure Salée 2026	Directeur Régional	AOO		20/07/2026
2	Travaux de réhabilitation/Construction des bureaux et mur de clôture du Service Communal de l'Elevage de Tabélot	Directeur Régional	DC		-

DIRECTION REGIONALE D' ELEVAGE D' AGADEZ

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN INITIAL

PASSATION DES MARCHES

D'APPEL D'OFFRES		D'APPEL D'OFFRES		EXECUTION			
Date de réception avis de la DGCMP ou du CF	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DGCMP ou CF (12)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)
29/07/2026	31/07/2026	31/08/2026	04/09/2026	15/09/2026	22/09/2026	01/10/2026	90 jours	BUDGET NATIONAL
12/08/2026	24/08/2026	07/09/2026	09/09/2026	18/09/2026	25/09/2026	06/10/2026	90 Jpurs	BUDGET NATIONAL
-	27/07/2026	03/08/2026	03/08/2026	12/08/2026	19/08/2026	28/08/2026	45 jours	BUDGET NATIONAL
-	30/07/2026	06/08/2026	06/08/2026	17/08/2026	24/08/2026	02/09/2026	45 jours	BUDGET NATIONAL

Directeur Régional de l'Elevage
ALI JAFAROU SANDA

DIRECTION REGIONALE D' ELEVAGE D' AGADEZ

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS Additif PPM N° 001/2026/DREL/AZ

PASSATION DES MARCHES

D'APPEL D'OFFRES			D'APPEL D'OFFRES		EXECUTION			
Date de réception avis de la DGCMP ou du CF	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DGCMP ou CF (12)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)
29/07/2026	31/07/2026	31/08/2026	04/09/2026	15/09/2026	22/09/2026	01/10/2026	90 jours	BUDGET NATIONAL
-	27/07/2026	03/08/2026	03/08/2026	12/08/2026	19/08/2026	28/08/2026	45 jours	BUDGET NATIONAL

Directeur Régional de l'Elevage
ALI JAFAROU SANDA

REGION DE MARADI
MAISON D'ARRET DE MARADI

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN INITIAL :

Réf. No.	Objet du marché	PRM	DONNEES SUR LA GENERALITES — Mode de passation du marché (3)	DONNEES SUR LA GENERALITES — Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	DONNEES SUR LA DOSSIERS — Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP ou au
1	Alimentationsdes Détenus	Régisseur	DRP		14/09/2026

RÉGION DE TAHOUA
DIRECTION RÉGIONALE DE L'EDUCATION NATIONALE ET
DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES
INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL TAHOUA 3

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN ORIGINAL

Réf. No.	Objet du marché	PRM	DONNEES SUR LA GENERALITES — Mode de passation du marché (3)	DONNEES SUR LA GENERALITES — Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	DONNEES SUR LA DOSSIERS — Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP ou au
1	Acquisition des produits alimentaires au profit des écoles à cantines scolaires	IESG/TA 3	DRP		05/10/2026

REGION DE MARADI

MAISON D'ARRET DE MARADI

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN INITIAL :

PASSATION DES MARCHES

D'APPEL D'OFFRES			D'APPEL D'OFFRES		EXECUTION			
Date de réception avis de la DGCMP ou du CF (9)	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DGCMP ou CF (12)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)
19/09/2026	23/09/2026	02/10/2026	02/10/2026	05/10/2026	-	09/10/2026	6 mois	BUDGET NATIONAL

RÉGION DE TAHOUA

DIRECTION RÉGIONALE DE L'EDUCATION NATIONALE ET

DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES

INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL TAHOUA 3

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN ORIGINAL

PASSATION DES MARCHES

D'APPEL D'OFFRES			D'APPEL D'OFFRES		EXECUTION			
Date de réception avis de la DGCMP ou du CF (9)	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DGCMP ou CF (12)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)
12/10/2026	14/10/2026	28/10/2026	28/10/2026	07/11/2026	14/11/2026	19/11/2026	15 jours	BUDGET NATIONAL

INSPECTEUR TAHOUA 3

REGION DE ZINDER
DEPARTEMENT DE GOURE
COMMUNE URBAINE GOURE

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS ADDITIF N°2

DONNEES SUR LA

Réf. No.	Objet du marché	PRM	GENERALITES		DOSSIERS
			Mode de passation du marché (3)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP ou au
1	Construction et equipement d'un bloc de trois (3) salles de classes au CEG Franco-Arabe de Soubdou	SG/MAIRIE	DC		09/10/2026

RÉGION DE TAHOUA
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONALS

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN ORIGINAL

DONNEES SUR LA

Réf. No.	Objet du marché	PRM	GENERALITES		DOSSIERS
			Mode de passation du marché (3)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP ou au
1	Acquition de la matières d'OEuvres pour les CFM de Tahoua 2 et CFPT	DRET/ FP/TA	DC		S.O

REGION DE ZINDER
DEPARTEMENT DE GOURE
COMMUNE URBAINE GOURE

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS ADDITIF N°2

PASSATION DES MARCHES

D'APPEL D'OFFRES			D'APPEL D'OFFRES		EXECUTION			
Date de réception avis de la DDCMP ou du CF (9)	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DDCMP ou CF (12)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)
14/102026	26/10/2026	26/10/2026	30/10/2026	-	16/11/2026	16/11/2026	3 mois	FCSE

l'Administrateur Délégué

RÉGION DE TAHOUA
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONALS

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN ORIGINAL

PASSATION DES MARCHES

D'APPEL D'OFFRES			D'APPEL D'OFFRES		EXECUTION			
Date de réception avis de la DDCMP ou du CF	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DDCMP ou CF (12)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)
S.O	24/08/2026	31/08/2026	31/08/2026	07/09/2026	14/09/2026	19/09/2026	15 jours	FCSE

INSPECTEUR TAHOUA 3

REGION DE TILLABERI
INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DE SIMIRI

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN ORIGINAL

DONNEES SUR LA

Réf. No.	Objet du marché	PRM	GENERALITES		DOSSIERS
			Mode de passation du marché (J)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP ou au
1	Cantines Scolaires	ICEP	DRP		19/10/2026

REGION DE TILLABERI
DEPARTEMENT DE OUALLAM
INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DE OUALLAM

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN INITIAL

DONNEES SUR LA

Réf. No.	Objet du marché	PRM	GENERALITES		DOSSIERS
			Mode de passation du marché (J)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP ou au
1	Cantines Scolaires	Inspecteur	DC		-

REGION DE TILLABERI
DEPARTEMENT DE OUALLAM
INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERALE DE OUALLAM 1

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN ORIGINAL

DONNEES SUR LA

Réf. No.	Objet du marché	PRM	GENERALITES		DOSSIERS
			Mode de passation du marché (J)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP ou au
1	Cantines Scolaires	Inspecteur	AOO		22/10/2026

REGION DE TILLABERI
INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
DE SIMIRI

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN ORIGINAL

PASSATION DES MARCHES

D'APPEL D'OFFRES			D'APPEL D'OFFRES		EXECUTION			
Date de réception avis de la DCCMP ou du CF	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DCCMP ou CF (12)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)
28/10/206	30/10/2026	13/10/2026	16/11/2026	25/11/2026	02/12/2026	11/12/2026	10 jours	BN

Directeur Général

REGION DE TILLABERI
DEPARTEMENT DE OUALLAM
INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
DE OUALLAM

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN INITIAL

PASSATION DES MARCHES

D'APPEL D'OFFRES			D'APPEL D'OFFRES		EXECUTION			
Date de réception avis de la DCCMP ou du CF	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DCCMP ou CF (12)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)
-	22/10/2026	29/10/2026	29/10/2026	09/11/2026	16/11/2026	25/11/2026	15 jours	FCSE

Directeur Général

REGION DE TILLABERI
DEPARTEMENT DE OUALLAM
INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERALE
DE OUALLAM 1

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN ORIGINAL

PASSATION DES MARCHES

D'APPEL D'OFFRES			D'APPEL D'OFFRES		EXECUTION			
Date de réception avis de la DCCMP ou du CF	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DCCMP ou CF (12)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)
02/11/2026	03/11/2026	03/12/2026	06/12/2026	17/12/2026	28/12/2026	07/01/2027	10 jours	BN

Directeur Général

REGION DE TILLABERI
INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DE TONDIKIWINDI

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN INITIAL

DONNEES SUR LA

Réf. No.	Objet du marché	PRM	GENERALITES	DOSSIERS
			Mode de passation du marché (3)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP aaa-mm-jj
1	Cantines Scolaires	ICP	AOO		22/10/2026

REGION DE TILLABERI
INSPECTIONS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL DE OUALLAM 2

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN INITIAL

DONNEES SUR LA

Réf. No.	Objet du marché	PRM	GENERALITES	DOSSIERS
			Mode de passation du marché (3)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP aaa-mm-jj
1	Cantines Scolaires	Inspecteur	AOO		22/10/2026

REGION DE TILLABERI
INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DE BANIBANGOU

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN INITIAL

DONNEES SUR LA

Réf. No.	Objet du marché	PRM	GENERALITES	DOSSIERS
			Mode de passation du marché (3)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP aaa-mm-jj
1	Cantines Scolaires	Inspecteur	DRP		22/10/2026

REGION DE TILLABERI
INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DE TONDIKIWINDI

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN INITIAL

PASSATION DES MARCHES

D'APPEL D'OFFRES			D'APPEL D'OFFRES		EXECUTION			
Date de réception avis de la DGCMP ou du CF	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DGCMP ou CF (12)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)
02/11/2026	04/11/2026	18/11/2026	20/11/2026	01/12/2026	08/12/2026	17/12/2026	10 jours	BN

Directeur Général

REGION DE TILLABERI
INSPECTIONS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL DE OUALLAM 2

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN INITIAL

PASSATION DES MARCHES

D'APPEL D'OFFRES			D'APPEL D'OFFRES		EXECUTION			
Date de réception avis de la DGCMP ou du CF	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DGCMP ou CF (12)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)
02/11/2026	03/11/2026	03/11/2026	08/11/2026	17/12/2026	26/12/2026	07/01/2027	10 jours	BN

Directeur Général

REGION DE TILLABERI
INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DE BANIBANGOU

PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS PLAN INITIAL

PASSATION DES MARCHES

D'APPEL D'OFFRES			D'APPEL D'OFFRES		EXECUTION			
Date de réception avis de la DGCMP ou du CF	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DGCMP ou CF (12)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)
02/11/2026	03/11/2026	17/11/2026	19/11/2026	30/12/2026	07/12/2026	16/01/2027	10 jours	BN

Directeur Général

Décision n°000045/ARCOP/CRD

Décision n°00045/ARCOP/CRD du mercredi 23 septembre 2026 sur la forme du recours de la société GLOBAL CONSTRUCTION BTP/H SARL, TEL : (+227) 91 69 28 64 contre le Projet de Renforcement de la Résilience de l'Agriculture face au Changement Climatique, BP : 12.165 Niamey-Niger, TEL (+227) 20 32 05 88/96 26 72 30, relatif aux Dossiers d'Appel d'Offres :

- N°001/2026/MAG/EL/PRRACC-Niger, portant sur la réalisation des forages équipés de panneaux solaires sur les sites retenus de petits périmètres irrigués dans les communes de Loga et Falwel, région de Dosso, (lots n°1, 2, 3) ;

- N°002/2026/MAG/EL/PRRACC, portant sur la réalisation des forages équipés de panneaux solaires sur les sites retenus de petits périmètres irrigués, dans les communes de Dabaga, Tabelot et Tchirozerine, région d'Agadez, (lots n°1 à 12) ;

- N°003/2026/MAG/EL/PRRACC-Niger, portant sur la réalisation des forages équipés de panneaux solaires sur les sites retenus de petits périmètres irrigués des Arrondissements communaux Niamey I, II, III et V, région de Niamey, (lots n°1, 2 et 3).

LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS (CRD),

Vu la Charte de la Refondation promulguée le 26 mars 2025 ;

Vu la Proclamation du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) en date du 28 juillet 2023 ;

Vu l'ordonnance n° 2023-01 du 28 juillet 2023, portant suspension de la Constitution du 25 novembre 2010 et créant le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) ;

Vu la loi n° 2011-020 du 08 août 2011, déterminant l'organisation générale de l'administration civile de l'Etat et fixant ses missions et les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n° 2011-37 du 28 octobre 2011, portant principes généraux, contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public au Niger ;

Vu la loi n° 2022-46 du 12 décembre 2022, portant création, statut, missions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP) et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 2018-496/PRN/PM du 20 juillet 2018, portant code d'éthique et de déontologie des marchés publics et des délégations de service public au Niger ;

Vu le décret n° 2022-743/PRN/PM du 29 septembre 2022, portant Code des marchés publics et des délégations de service public ;

Vu le décret n° 2023-550/PRN/PM du 06 juillet 2023, portant missions, composition, organisation et modalités de fonctionnement du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

Vu le décret n° 2023-20/P/CNSP du 07 août 2023, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2023-068/P/CNSP du 08 septembre 2023, portant organisation du Gouvernement et fixant les attributions des Ministres d'Etat, des Ministres et du Ministre Délégué et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 2023-237/P/CNSP/PM du 23 octobre 2023, portant organisation des Services du Premier Ministre et fixant les attributions de leurs responsables ;

Vu le décret n° 2025-192/PRN du 17 avril 2025, portant réaménagement du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2025-329/PRN/PM du 03 juillet 2025, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique ;

Vu le décret n° 2025-330/PRN/PM du 03 juillet 2025 et le décret n°2025-671/PRN/PM du 25 novembre 2025, portant nomination des membres du Conseil

Décision n°000045/ARCOP/CRD

National Régulation de la Commande Publique ;

Vu le décret n° 2025-331/PRN/PM du 03 juillet 2025, portant nomination du Président du Conseil National de la Régulation de la Commande Publique (CNRCP) ;

Vu le décret n°2026-057/PRN du 26 janvier 2026, portant réaménagement du Gouvernement ;

Vu la décision n° 002/ARCOP/P/CNRCP du 21 novembre 2025, portant règlement Intérieur du Comité de Règlement des Différends ;

Vu la décision n°00068/ARCOP/P/CNRCP du 13 Juillet 2026, portant désignation d'un président intérimaire du Comité de Règlement des Différends ;

Vu la requête du Directeur Général de la société GLOBAL CONSTRUCTION SARL en date du 24 août 2026 ;

Vu les pièces du dossier ;

Statuant en matière de règlement de différend relatif à l'attribution des marchés publics, en sa session tenue au siège de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique à Niamey-Niger à la date sus indiquée et à laquelle siégeaient Messieurs: Adamou Ousseini, président par intérim, Mamane Kaka et Madame Aboubacar zakary Safiatou , tous membres du Conseil National de Régulation de la Commande Publique, assisté de Monsieur Elhadji Magagi Ibrahim, Directeur de la Réglementation et des Contentieux, assurant le secrétariat de séance, après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation des marchés publics, a rendu la décision dont la teneur suit :

entre

La société GLOBAL CONSTRUCTION BTP/H SARL, soumissionnaire, **demanderesse**, d'une part ;

et

Le Projet de Renforcement de la Résilience de l'Agriculture face au Changement Climatique, Autorité Contractante, **défendeur**, d'autre part ;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES :

Suivant Avis d'Appel d'Offres publiés dans LE SAHEL quotidien n°11162 du 28 juillet 2026, n°11 050 du 31 décembre 2025, le Projet de Renforcement de la Résilience de l'Agriculture face au Changement Climatique (PRRACC), le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage a lancé les dossiers de préqualification, pour la réalisation des forages équipés de panneaux solaires sur les sites retenus de petits périmètres irrigués cités ci-dessus.

Par la lettre n° GC/DAO/PRRACC-DOS-SO/2026-001, reçue le lundi 17 août 2026, le Directeur Général de la société GLOBAL CONSTRUCTION SARL a saisi la Coordonnatrice Nationale du PRRACC-Niger d'une demande d'éclaircissement sur le Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert n°001/2026/MAG/EL/PRRACC-Niger, portant sur la réalisation des forages équipés de panneaux solaires sur les sites retenus de petits périmètres irrigués dans les communes de Loga et Falwel, Région de Dosso, (lots n°1, 2, 3).

Il soutient à l'appui de cette demande que, dans le cadre de la préparation de son offre relative audit dossier, après analyse des critères de qualification et des spécifications techniques, il a relevé trois (3) points sur lesquels, il demande des clarifications conformément à l'article 7 de la section du DAO qui permet à tout candidat de demander des éclaircissements au Projet avant limite de dépôt des offres. Les points sur lesquels, il demande des éclaircissements afin que les correctifs nécessaires soient apportés sont les suivants :

1. Exigence du visa ONECCA sur les états financiers/incohérence avec le seuil fiscal en vigueur

Il fait savoir que le point 6.a de la section I du DAO

Décision n°000045/ARCOP/CRD

et le critère de qualification prévu au point 5.3 f exigent que les états financiers des trois (3) dernières années (2023, 2024 et 2025) soient accompagnées de l'attestation de visa d'un membre de l'ONECCA, sans distinction liée au chiffre d'affaires du candidat. Cependant, relève -t-il, le critère de qualification 6.b) du même DAO fixe le chiffre d'affaires annuel moyen minimal comme suit :

- Lot N°1: deux cent millions (200 000 000) F CFA;
- Lot N°2 : quatre cent cinquante millions (450 000 000) F CFA ;
- Lot N°3 : quatre cent cinquante millions (450 000 000) F CFA.

Selon lui, conformément aux dispositions du Code Général des Impôts (CGI) du Niger en vigueur jusqu'à la fin de l'exercice 2025, les entreprises qui ont un chiffre d'affaires annuel égal ou supérieur à cinq cents millions (500 000 000) F CFA doivent faire viser leurs états financiers par un membre de l'Ordre National des Experts Comptables et Comptables Agréés (ONECCA) et en dessous de ce seuil, cette formalité n'est pas une obligation fiscale.

Il fait savoir que le Code Général des Impôts du Niger (CGI) en vigueur jusqu'à la fin de l'exercice 2025, les entreprises qui ont un chiffre d'affaires annuel égal ou supérieur à cinq cents millions (500 000 000) F CFA doivent faire viser leurs états financiers par un membre de l'ONECCA et en dessous de ce seuil, cette formalité n'est pas obligatoire. Il affirme que cette obligation résulte de l'article 10 de l'Ordonnance n° 2024-59 du 31 décembre 2024, portant Loi de Finances pour l'exercice 2025, qui a créé l'article 29 bis du Livre Premier du CGI qui édicte : « Sont soumises à l'obligation de visa des états financiers, les entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à cinq cent millions (500 000 000) de F CFA. En tant que de besoin, un acte règlementaire précise les modalités d'application de cette disposition ».

Il affirme que cette disposition est applicable depuis le 1er janvier 2025 aux entreprises soumises au régime réel d'imposition avant de relever le dossier impose un document justificatif dépassant l'obligation légale applicable à la plupart des candidats visés par les seuils du chiffre d'affaires et cela pourrait entrainer le rejet des offres conformes pour un motif étranger à la règlementation fiscale en vigueur. C'est pourquoi, il a demandé au PRRACC les précisions suivantes :

2. Sur l'effectif du personnel clé-inadéquation avec le nombre de sondeuses mobilisées par lot

Rubrique	Lot 1	Lot 2	Lot 3
Nombre de sites à forer	5	12	12
Sondeuses exigées	1	2	2
Chefs de chantier forage exigés	5	12	12
Foreurs exigés	2	2	2
Electromécaniciens	2	2	2

Décision n°000045/ARCOP/CRD

Le requérant fait observer que conformément à ce qui figure dans le tableau ci-dessus, cette exigence semble être disproportionnée par rapport à l'organisation réelle d'un chantier de forage, qui en pratique, le nombre de sites forés en même temps sur un lot correspond au nombre de sondeuses mobilisées et en non au nombre total de sites.

Ainsi, estime-t-il, lorsque les sondeuses d'un lot forent leurs premiers sites, les chefs de chantier affectés aux autres sites non encore en travaux ne sont pas nécessaires.

Pour lui, exiger 12 chefs de chantier pour 2 sondeuses (lot 2 et lot3) ou 5 chefs de chantier pour une seule sondeuse (lot 2) cela implique que la plupart du personnel serait inemployé pendant toute la durée du chantier.

ce qui ne correspond pas aux pratiques d'organisation d'un chantier de forage.

De plus, il indique qu'une incohérence interne existe dans le tableau ci-dessus en ce que les effectifs de foreurs et d'électromécaniciens sont fixés à 2 par lot et peu importe le nombre de sondeuses, qu'il soit 1 ou 2. Pour lui, le critère utilisé pour le personnel n'est pas homogène en ce que le nombre de chef de chantier semble avoir été calculé sur la base du nombre de sites, tandis que les autres postes clés ont été calculés différemment. Cette absence de cohérence rend cette exigence difficile à satisfaire et à justifier, sachant bien que le DAO précise à la page 59 : « tout personnel non justifié est supposé non fourni dans l'offre et entraine le rejet de l'offre ».

C'est pour cela qu'il a demandé au PRRACC de reconsidérer le nombre de chef de chantier exigé par forage et par lot et qu'il soit ajusté en fonction du nombre de sondeuses requises (un (1) pour le lot 1 et deux (2) pour les lots 2 et 3) sinon de préciser l'organisation opérationnelle qui justifierait la mobilisation simultanée de l'effectif actuellement exigé.

3. Sur les preuves de possession exigées pour des composants intégrés à la sondeuse (train de tiges et pompe à boue)

Le requérant fait savoir que le tableau des critères de qualification, relatif au matériel prévu à la page 60 du DAO exige, tout comme les équipements autonomes (camions, les véhicules, le poste à souder, des preuves de possession individualisées, pour la pompe à boue au poste n°10 et le train de tiges de 250 mètres au poste n°12).

En outre, le formulaire MAT prévu à la Section III (page 164) du DAO indique qu'un formulaire distinct, mentionnant le fabricant, le modèle, la puissance, l'année de fabrication et le statut de propriété, doit être établi pour « chaque pièce de matériel figurant sur la liste ».

Techniquement affirme-t-il, la pompe à boue et le train de tiges sont des éléments intégrés à l'ensemble de forage et ils sont acquis avec la sondeuse et ne font pas l'objet d'une facturation ou d'un contrat de possession distincts, Il est donc difficile, voire impossible, pour un candidat de produire une preuve de possession individualisée pour ces deux éléments, alors qu'il détient légitimement l'ensemble de forage auquel ils appartiennent. C'est pour cette raison qu'il a demandé à l'Autorité Contractante (AC) de préciser que la preuve de possession du train de tiges et de la pompe à boue pourra être fournie avec celle de la sondeuse à laquelle ils sont rattachés (facture d'acquisition globale, carte grise ou certificat d'origine de l'ensemble, fiche technique du constructeur mentionnant ces composants), sans qu'un justificatif séparé de propriété soit exigé pour chacun de ces deux éléments avant de souligner que ces trois remarques concernent aussi les deux (02) autres dossiers.

En conclusion, il a affirmé croire fermement à ces clarifications qui, vont en plus de sécuriser le processus de sélection pour l'AC, permettre d'élargir la participation à un plus grand nombre de

Décision n°000045/ARCOP/CRD

candidats qualifiés et d'améliorer ainsi la concurrence, dans l'intérêt du Projet.

Par lettre du mardi 18 août 2026, la coordinatrice du PRRACC, Personne Responsable du Marché (PRM) a répondu à recours préalable, en apportant des éclaircissements sur certains points demandés par la société GLOBAL CONSTRUCTION BTP/H SARL à travers un mémorandum explicatif. En effet, explique-t-elle, dans le cadre de la mise en oeuvre des activités de la composante 2 intitulée « Travaux d'aménagement de périmètres irrigués sur les sites retenus du PRRACC », l'Unité de Gestion a fait publier respectivement à travers les parutions du quotidien « Le Sahel » des 28 juillet, 7 et 11 août 2026, les DAO sus indiquées.

A cet effet, conformément à la réglementation, la société Global Construction a introduit le 17 août 2026, une demande d'éclaircissements sur trois (3) points à laquelle, l'Unité de Gestion du Projet apporte les éléments de réponse ci-après :

1. Sur l'exigence du visa de ONNECCA sur les états financiers/incohérences avec le seuil fiscal en vigueur :
Le Projet fait savoir que dans le DAO concerné, il a été question de présenter des états financiers conformes à la réglementation en vigueur au Niger, ce qui implique que pour les états financiers des entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 500 000 000 FCFA, le visa de l'ONNECCA est requis pour leur conformité, tandis que, ceux des entreprises ayant un chiffre d'affaires en dessous de ce seuil, ils sont soumis à la certification d'un membre de l'ONNECCA, qui peut être un comptable agréé ou Expert-comptable. La PRM indique que l'objectif de ce critère est de s'assurer de la fiabilité et de la conformité des états financiers présentés par les soumissionnaires.

2. Sur l'effectif du personnel clé - inadéquation avec le nombre de sondeuses mobilisées par lot :
Aux dires du PRRACC, dans le cas du dossier concerné, il s'agit de critères de sélection des entreprises justifiés par le fait que les travaux de foration, l'équipement et l'installation du solaire s'enchaînent et l'ordre de service sera donné pour l'ensemble de lots, donc pour tous les sites du lot et par site.

En effet, explique le Projet, dès que l'ordre de service est donné, des réunions de chantier vont se tenir sur chacun des sites des travaux afin de connaître les difficultés qui empêchent le démarrage des travaux sur ce site et de faire des recommandations devant permettre d'accélérer et de finir les travaux dans le meilleur délai et à ce titre, il est impérativement nécessaire, la présence d'un chef de chantier sur chaque site de travaux, pour les raisons suivantes :

i) les travaux de foration et d'équipement du forage sur un site fini, toute l'équipe se déploie sur un autre site et immédiatement on enchaîne avec les travaux d'installation des panneaux solaires et clôture du champs solaires, pour ce cas, la disponibilité du chef de chantier s'avère nécessaire et obligatoire afin de continuer les travaux ;

ii) la demande d'une sondeuse pour le lot n'est pas limitative, parce que pour accélérer les travaux, l'entrepreneur peut déployer au tant de sondeuses que le nombre de chantier, donc pour garantir la qualité des travaux, la nécessité d'un chef de chantier s'avère aussi nécessaire sur chacun des sites.

3. Sur les preuves de possession exigées pour les composants intégrés à la sondeuse (train de tiges et pompe à boue)

Dans le DAO concerné et pour les matériels requis, qu'ils soient séparés ou incorporés à la

Décision n°000045/ARCOP/CRD

sondeuse, ils doivent répondre aux critères demandés. Il s'agit donc de signaler à chaque point que le matériel est incorporé à la sondeuse et répond aux critères exigés.
N'étant pas satisfait de la réponse donnée à son recours préalable, le Directeur Général de la société GLOBAL CONSTRUCTION BTP/H a saisi le CRD par requête reçue le 24 août 2026. Il ajoute dans sa requête qu'il y a eu atteinte aux dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics et des Délégations de Service Public qui a posé le principe du libre accès à la commande publique et l'égalité de traitement des candidats.

RECEVABILITE DU RECOURS

Ainsi, pour déclarer un recours recevable, le CRD doit s'assurer de la réunion de deux (02) conditions cumulatives :
- l'application des règles du Code des marchés publics et des délégations de service public, dans la procédure dudit marché ;
- le respect, par le requérant, des règles de forme et de délai prévues par les textes en vigueur.

Compétence du Comité de Règlement des Différends

Relativement à la compétence du CRD, ce sont les articles 2, 3 et 4 du décret n° 2022-743/PRN/PM du 29 septembre 2022, portant Code des marchés publics et des délégations de service public qui déterminent son application aux procédures de passation des marchés.

En effet, l'article 2 dudit Code définit les marchés publics comme : « Les marchés publics sont des contrats écrits, conclus à titre onéreux pour la réalisation de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services par :
- l'État ;
- les Collectivités territoriales ;
- les Établissements publics ;
- les Sociétés d'Etat et les Sociétés à participation financière publique majoritaire ;
- les personnes morales de droit privé agissant pour le compte de l'Etat ou de personnes morales de droit public, lorsqu'elles bénéficient de leur concours financier ou de leur garantie ;
- les associations formées par une ou plusieurs des personnes morales de droit public ci-dessus citées ;
- les Autorités administratives indépendantes ;
Ces personnes sont morales sont désignées par le terme « Autorités contractantes ».
Selon, l'article 3 du même texte : « les délégations de service public sont des contrats par lesquels une des personnes morales de droit public ou de droit privé visées à l'article précédent confie la gestion d'un service public relevant de sa compétence à un délégataire dont la rémunération est liée ou substantiellement assurée par les résultats de l'exploitation du service… ».

L'article 4 du même Code, relatif aux marchés passés sous financement extérieur dispose : « La passation, l'approbation, l'exécution, le règlement et le contrôle des marchés publics financés sur fonds extérieurs sont soumis aux dispositions du présent Code dans la mesure où ces dispositions ne sont pas contraires à celles des accords de financement… ». Au regard de cette prescription, c'est la convention de financement qui détermine laquelle, des procédures nationales ou du Bailleur est applicable à ces marchés.

Au sens des dispositions des articles 2 et 4 du Code des marchés publics et des délégations de service public, les Avis d'Appel d'Offres lancés par le PRRACC, qui est un Projet relevant du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, sont soumis à l'application dudit Code.

Recours préalable

Le Code des marchés publics, en son article 185

Décision n°000045/ARCOP/CRD

dispose : « Tout candidat s'estimant injustement évincé doit soumettre par écrit un recours préalable auprès de la personne responsable principale du marché. Une copie de ce recours est adressée au Comité de Règlement de Différends de l'organe en charge de la régulation des marchés publics. (…).

Sous peine d'irrecevabilité, ce recours doit être exercé dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la publication de l'avis d'appel d'offres ou de la communication du dossier d'appel d'offres, de la notification de la décision d'attribuer ou de ne pas attribuer le marché ou la délégation de service public… »

En l'espèce, à compter du mercredi 12 août 2026, date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres par le PRRACC, la société GLOBAL CONSTRUCTION BTP/H dispose de cinq (5) ouvrés pour déposer un recours préalable, soit jusqu'au mardi 18 août 2026 pour déposer un recours préalable et elle l'a effectivement fait le lundi 17 août 2026, soit dans le délai prescrit. A partir du mardi 18 août 2026, le PRRACC dispose également de cinq (5) ouvrés pour répondre à ce recours préalable, soit jusqu'au lundi 24 août 2026 et il a répondu dès le mardi 18 août 2026, soit dans le délai règlementaire.

Recours contentieux

L'article 186 du Code des marchés publics prescrit qu'en l'absence de décision favorable dans les cinq (05) jours ouvrés suivant le dépôt du recours préalable, le requérant dispose de trois (03) jours ouvrés pour présenter un recours devant le Comité de Règlement des Différends.

Aussi, l'article 8 du décret n°2023-550/PRN/PM du 06 juillet 2023, portant composition et modalités de fonctionnement du Comité de Règlement des Différends dispose : « en l'absence de décision favorable ou en cas de silence gardé par l'Autorité contracte dans les cinq (05) jours ouvrés suivant le dépôt du recours préalable, le requérant dispose de trois (03) jours ouvrés pour présenter un recours devant le CRD »

En plus, la requête aux fins de saisine du CRD, doit satisfaire aux conditions prévues par l'article 9 du décret 2023-550/PRN/PM/PRN/PM du 06 juillet 2023 suscité, qui dispose : « Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit contenir :
- les nom et adresse du requérant ;
- l'objet de la demande, l'exposé sommaire des motifs ;

- l'énonciation des pièces dont le requérant entend se servir ;
- la décision attaquée ;
- la copie du recours préalable, et, le cas échéant, la réponse de l'Autorité contractante.

La requête est affranchie, sous peine d'irrecevabilité, d'un timbre fiscal, conformément aux textes en vigueur. Elle est inscrite sur un registre d'ordre tenu par le Secrétariat du CRD ».

A compter du mercredi 19 août 2026, la société GLOBAL CONSTRUCTION BTP/H dispose de trois (03) jours ouvrés pour saisir le CRD, soit jusqu'au vendredi 21 août 2026 et elle l'a saisi le lundi 24 août 2026, soit en dehors du délai prescrit.

En considération de tout ce qui précède, il y a lieu, dès lors, de déclarer, irrecevable en la forme, le recours de la société GLOBAL CONSTRUCTION BTP/H SARL contre le Projet de Renforcement de la Résilience de l'Agriculture face au Changement Climatique.

PAR CES MOTIFS :

● déclare, irrecevable en la forme, le recours de la société Global Construction BTP/H SARL contre

Décision n°000045/ARCOP/CRD

le Projet de Renforcement de la Résilience de l'Agriculture face au Changement Climatique, relatif au DAO n°001/2026/MAG/EL/PRRACC-Niger, portant sur la réalisation des forages équipés de panneaux solaires sur les sites retenus de petits périmètres irrigués dans les communes de Loga et Falwel, région de Dosso, (lots n°1, 2, 3) ;

- dit que le recours de la société GLOBAL CONSTRUCTION BTP/H SARL ne satisfait pas aux exigences de l'article 186 du Code des marchés publics et des délégations de service public, et l'article 8 du décret n°2023-550/PRN/PM du 06 juillet 2023, portant composition et modalités de fonctionnement du Comité de Règlement des Différends (CRD) relatives au recours ;
- dit que cette décision est exécutoire, s'impose aux parties et à toutes les institutions, conformément aux textes en vigueur ;
- dit que le Directeur Général de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique est chargé de notifier à société GLOBAL CONSTRUCTION BTP/H SARL ainsi qu'au Projet de Renforcement de la Résilience de l'Agriculture face au Changement Climatique, la présente décision qui sera publiée dans le bulletin de la commande publique et le site Web de l'ARCOP.

DONT ACTE EN EXPEDITION SUR HUIT (08) PAGES
EN DEUX (2) EXEMPLAIRES
Fait et passé à Niamey-Niger
Les jours, mois et année sus indiqués
Le Secrétaire de séance
ELHADJI MAGAGI IBRAHIM

RÉPUBLIQUE DU NIGER
Fraternité - Travail - Progrès

CABINET DU
PREMIER MINISTRE

MISSIONS DE L'ARCOP

ARCOP
Autorité de Régulation de la Commande Publique

01 Proposer la définition des politiques en matière de la commande publique.

02 Conseiller et assister les autorités compétentes de l'État dans l'élaboration et l'adoption ou la modification des textes législatifs et réglementaires concernant la passation et l'exécution de la commande publique.

03 Identifier les faiblesses éventuelles de la réglementation applicable à la commande publique et proposer sous forme d'avis, proposition ou de recommandation, toute mesure législative ou réglementaire de nature à améliorer le système dans un souci d'économie, de transparence et d'efficacité.

04 Initier la rédaction et valider, en collaboration avec l'entité administrative chargée du contrôle a priori de la commande publique, les ministères techniques compétents et les organisations professionnelles, les textes d'application relatifs à la réglementation de la commande publique, notatament les documents-types et les manuels de procédures.

05 Conduire des audits en vue de contrôler et de suivre la mise en œuvre de la réglementation de la commande publique.

06 Initier toute investigation relative à des irrégularités ou violations à la réglementation de la commande publique.

07 Régler les différends en matière de passation et d'exécution de la commande publique.

08 Prononcer les sanctions.

09 Diffuser les informations relatives à la commande publique.

10 Former les acteurs de la passation et de l'exécution de la commande publique.

11 Évaluer la performance du système de la commande publique

Nº VERT 08 00 88 88